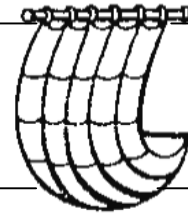




Chaire Interbrew-Baillet Latour
Union européenne - Russie
UCL - KUL



Iee Document n° 28

Pièges et ressources de la mémoire dans les Balkans

Par

VALÉRIE ROSOUX

Chargée de recherches du FNRS

NOVEMBRE 2002

Institut d'études européennes
Pôle européen Jean Monnet

Université catholique de Louvain

Place des Doyens, 1

1348 Louvain-la-Neuve

Tel : +32 10 47 85 29

Fax : +32 10 47 85 30

<http://www.euro.ucl.ac.be>

IEE - Documents

Cette collection, éditée par l'Institut d'études européennes de l'Université catholique de Louvain, entend rendre disponibles, dans une forme très dépouillée, des textes d'essais, conférences, interventions de personnalités et de chercheurs dont les idées sont susceptibles de nourrir la réflexion sur la construction européenne, au plan général comme au plan particulier.

Valérie Rosoux est chargée de recherches du Fonds national de la recherche scientifique (FNRS) au sein du Centre d'études des crises et des conflits internationaux (CECRI) de l'Université catholique de Louvain (UCL). Elle est docteur en sciences politiques et licenciée en philosophie de l'UCL, où elle enseigne actuellement la négociation internationale.

Elle a notamment publié *Les usages de la mémoire dans les relations internationales* (Bruxelles, Bruylant, 2001, prix Ernest Lémonon de l'Institut de France) et *La mémoire du général de Gaulle : mythe ou instrument?* (Paris - Bruxelles, LGDJ - Académia Bruylant, 1998, prix Espoir de l'Institut Charles de Gaulle).

La Chaire Interbrew-Baillet Latour « Union européenne - Russie » UCL - KUL

<http://www.euro.ucl.ac.be/fbl/fbl.htm>

La Chaire, créée au début de l'année 2000 par la Fondation Interbrew-Baillet Latour, a pour objectif de stimuler l'étude pluridisciplinaire des relations entre l'Union européenne et la Russie.

Basée sur une coopération entre l'Institut d'études européennes de l'Université catholique de Louvain et l'Institut voor Europees Beleid de la Katholieke Universiteit te Leuven, la Chaire Interbrew-Baillet Latour se donne comme axe principal de recherche une analyse des origines, des déterminants et des évolutions possibles des relations euro-russes. Ces recherches sont menées dans diverses disciplines afin d'impliquer et d'intéresser un large public : le monde académique ainsi que les acteurs de la vie politique trouvent dans les séminaires, les publications ou encore les colloques organisés par la Chaire Interbrew-Baillet Latour l'occasion d'associer leurs connaissances sur les relations euro-russes envisagées notamment sous les angles des Relations internationales et de l'Histoire.

Parallèlement à l'organisation de ces activités ponctuelles, la Chaire mène une recherche continue au sein de chaque Institut ; elle entend ainsi constituer un pôle d'intérêt et encourager la recherche sur le sujet qui l'occupe. Le programme des conférences ainsi que les publications peuvent être obtenus auprès des deux instituts.

UCL :

Prof. T. de Wilde

Melle L. Spetschinsky

e-mail : spetschinsky@euro.ucl.ac.be

tel +32 10 47.84.90

fax +32 10 47.85.49

KUL :

Prof. K. Malfliet

Melle L. Verpoest

e-mail : lien.verpoest@soc.kuleuven.ac.be

tel +32 16 32.31.48

fax +32 16 32.31.44

Avant-propos

Dans une première contribution aux travaux de la Chaire Interbrew-Baillet Latour, Valérie Rosoux avait offert au passé des relations euro-russes un premier cadre de référence analytique¹. Elle poursuit ici sa réflexion sur les usages de la mémoire, ce « présent du passé » affectant les relations internationales, en prenant comme théâtre d'investigation les Balkans, cet 'entre-deux' des relations entre l'Union européenne et la Russie. Discuté lors d'un séminaire de recherche réunissant les Centre d'étude des crises et conflits internationaux (CECRI) de l'UCL et la Chaire Interbrew-Baillet Latour, ce texte, remarquablement documenté, constitue un apport précieux à la compréhension de la tendance au recours systématique au passé pour justifier une politique, revendiquer des droits, ou légitimer une posture victimaire. Cette sorte d' 'hypermnésie' doit être décryptée pour dénoncer les pièges et les impasses, ainsi que pour la replacer dans la foulée d'une mémoire collective qui puisse unir les hommes. C'est le grand mérite de Valérie Rosoux d'indiquer les voies à parcourir pour atteindre cet objectif.

Professeur Tanguy de Wilde

Coordonnateur de la Chaire Interbrew-Baillet Latour

¹ Voir Valérie Rosoux, « le rôle de la mémoire en politique étrangère. Essai de théorisation », in Tanguy de Wilde et Laetitia Spetschinsky, *Les relations entre l'Union européenne et la Fédération de Russie*, Louvain-la-Neuve, 2000, pp. 9-38.

Voir, dans le même ouvrage, l'application de cette théorisation faite par Laetitia Spetschinsky, « Union européenne-Russie : quel passé pour quelle réconciliation ? ».

Pièges et ressources de la mémoire dans les Balkans

par

Valérie Rosoux

« L'histoire est le produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaboré (...) Il fait rêver, il enivre les peuples, leur engendre de faux souvenirs, exagère leurs réflexes, entretient leurs vieilles plaies, les tourmente dans leur repos, les conduit au délire des grandeurs ou à celui de la persécution, et rend les nations amères, superbes, insupportables et vaines. »
*Paul Valéry*².

L'objectif de cette réflexion est de s'interroger sur le poids et sur l'usage politique du passé dans les guerres qui ont déchiré l'ex-Yougoslavie. L'utilisation de l'histoire à des fins politiques n'est certes pas apparue lors de l'embrasement des Balkans. Le recours au passé constituait déjà un principe d'argumentation dans la littérature grecque. Démosthène, Isocrate ou Eschine en appelaient fréquemment aux souvenirs de la cité pour dénoncer les dangers qui pesaient sur la démocratie. De tout temps, les hommes ont eu recours au passé pour porter des jugements, justifier leurs actions, accabler ou louer. Cela s'explique aisément par le fait que la matière fournie par l'histoire « se prête à des interprétations aussi diverses et opposées que des réponses d'oracles »³.

Le cas yougoslave n'est donc pas singulier à cet égard. Il est néanmoins particulier en raison de l'ampleur et de la permanence des évocations historiques mentionnées par les acteurs en présence. Il est en effet frappant de constater l'insistance avec laquelle chacun des protagonistes se réfère au passé, que celui-ci soit proche ou lointain, historique ou mythique. Sans doute convient-il de ne pas surestimer le rôle de la mémoire officielle dans les conflits yougoslaves, mais il importe de ne pas passer sous silence les impacts qu'elle peut avoir en amont et en aval de ces conflits.

Entreprendre une telle démarche signifie que l'on s'inscrit dans une perspective épistémologique particulière. Cela suppose que l'on prenne en considération la manière dont les acteurs politiques mettent en scène le passé. Or ces mises en scène ne sont jamais des descriptions rationnelles, complètes et scientifiques, mais des représentations particulières. L'analyse ne peut dès lors restreindre son exploration au seul domaine de la pensée organisée, rationnellement construite et logiquement conduite. Elle doit compléter le modèle de la décision rationnelle par la prise en compte des perceptions et des interprétations des acteurs. Il importe, en d'autres mots, de garder à l'esprit que ce ne sont pas seulement les événements eux-mêmes, mais aussi la représentation de ceux-ci qui influencent la prise de décision⁴.

² Paul VALÉRY, *Regards sur le monde actuel et autres essais*, Paris, Gallimard, 1945, p. 43.

³ Michel NOUHAUD, *L'utilisation de l'histoire par les orateurs attiques*, Paris, Les Belles Lettres, 1982, p. 90.

⁴ Voir Samy COHEN, « Décision, pouvoir et rationalité dans l'analyse de la politique étrangère », in Marie-Claude SMOUTS (dir.), *Les nouvelles relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1998, pp. 88-91.

L'analyse des évocations du passé qui émaillent les discours politiques dans le cadre de l'ex-Yougoslavie peut se structurer autour de deux axes principaux. Le premier concerne le rôle de la mémoire officielle *tout au long des conflits*. Dès la fin des années 1980, les souvenirs du passé ne cessent d'attiser les animosités du moment. A l'intérieur de la République fédérale yougoslave, le rappel lancinant des persécutions antérieures ravive la charge affective liée aux souvenirs de la population. A l'extérieur, les puissances occidentales se réfèrent elles aussi au passé pour justifier leurs décisions. Il semble donc utile de décrire les mécanismes et les finalités de ces différents usages du passé.

Le second axe de l'article se penche sur le rôle de la mémoire officielle dans le cadre de la *résolution des conflits* qui ont ravagé l'ex-Yougoslavie. De fait, comment imaginer que d'anciens adversaires puissent un jour devenir des partenaires ? Quel regard poser sur le passé conflictuel afin de favoriser la normalisation de ses relations avec l'autre ? La représentation officielle du passé met-elle l'accent sur l'altérité ou cherche-t-elle à apaiser les blessures liées au passé ? Face à de tels questionnements, il ne s'agit pas de juger du caractère plus ou moins « légitime » de la finalité poursuivie par les références au passé. Il s'agit plutôt d'examiner si elles s'inscrivent dans une dynamique d'escalade de la violence ou, au contraire, dans la recherche d'une coexistence pacifique.

1. Rôle de la mémoire dans la dynamique conflictuelle

Analyser les usages politiques du passé revient à se pencher sur l'une des manifestations de la mémoire officielle. Or l'étude de cette dernière requiert quelques clarifications conceptuelles. Car s'il paraît aisé de deviner les enjeux qui sont sous-jacents à la problématique de la mémoire, cette notion est plus équivoque qu'il n'y paraît de prime abord.

La mémoire est une faculté biologique qui permet d'encoder les expériences vécues et les informations reçues, de les conserver, de les transformer et de les restituer. Elle renvoie à un ensemble de fonctions psychiques grâce auxquelles l'homme peut actualiser des impressions ou des informations passées. La présente réflexion ne porte pas sur la mémoire comme faculté biologique. Elle concerne essentiellement la mémoire au sens métaphorique du terme, l'article portant sur la manière dont chaque partie représente officiellement le passé. Cela étant précisé, il faut souligner que la mémoire humaine ne se réfère pas au passé de manière neutre et objective. Ce ne sont pas les choses elles-mêmes qui entrent dans la mémoire mais leurs représentations. La mémoire ne peut ainsi être décrite comme le reflet exact et parfait du passé. Elle n'en est que la trace. C'est dans ce sens que Saint Augustin définit la mémoire comme le « présent du passé »⁵. Force est de constater que les souvenirs ne sont pas littéralement conservés, mais plutôt reconstruits, remaniés en fonction des circonstances.

La mémoire officielle repose tout entière sur ce mécanisme d'ajustement du passé au présent. Bien que les éléments relatés soient souvent éloignés dans le temps, l'ensemble des évocations officielles du passé ne concerne en réalité que peu le passé : elles informent principalement sur le présent. C'est bien en fonction d'objectifs politiques actuels que les discours officiels sélectionnent les éléments historiques jugés pertinents. Les tenants de la mémoire officielle voient en effet davantage le passé comme un auxiliaire commode à leurs intentions, plutôt que comme un récit immuable. On peut à cet égard parler de la malléabilité du passé, les interprétations d'un même événement variant en fonction du moment où elles

⁵ SAINT-AUGUSTIN, *Les confessions*, Paris, Garnier-Flammarion, 1964, p. 269.

sont données⁶. Ce type de réinterprétation, de remaniement du passé n'est concevable que si l'on remet en question le préjugé tenace, selon lequel seul le futur serait ouvert et indéterminé, le passé étant fermé et déterminé. Le passé n'est en réalité jamais pleinement révolu. Bien sûr, les *faits* passés sont ineffaçables. Nul ne peut défaire ce qui a été fait ou faire que ce qui est advenu ne se soit pas produit. Mais « le *sens* de ce qui est arrivé n'est jamais fixé une fois pour toutes »⁷.

Cette affirmation met en exergue le caractère ambivalent et téléologique de la référence officielle au passé. Elle signifie qu'intrinsèquement, l'appel à la mémoire n'est jamais un gage d'authenticité. Il n'a, en soi, aucune valeur positive ou négative : il est ce qu'on en fait⁸. C'est au regard de cette ambivalence foncière qu'il importe de s'interroger sur les représentations officielles du passé dans le contexte yougoslave. Ces dernières montrent que le passé peut apparaître sous deux formes. Il peut tout d'abord être évoqué comme un précédent, c'est-à-dire comme *un événement* antérieur constituant un point de repère jugé utile à la compréhension d'une situation nouvelle. Il peut ensuite se référer à un *ensemble d'événements* mis en intrigue en fonction d'une finalité identitaire.

1.1. Le passé comme précédent

L'analyse des traces que certains événements peuvent laisser sur les acteurs politiques présuppose un changement dans la notion même d'« événement ». Celui-ci perd son caractère positiviste (désignant « ce qui s'est réellement passé ») pour s'insérer dans une approche dynamique, beaucoup plus proche du vécu et des représentations des acteurs⁹. Cette perspective permet de récuser, ou au moins de compléter, la position selon laquelle, dans le domaine des relations internationales, les événements du passé sont seulement « utilisés » pour conforter des préférences ou des préjugés. Une telle conception néglige l'influence que ces événements peuvent avoir sur les perceptions actuelles. Or ceux-ci laissent parfois des marques qui s'avèrent déterminantes dans la manière d'interpréter les situations à venir¹⁰.

Il arrive en effet que des événements s'avèrent si prégnants qu'ils en viennent à façonner la perception de la réalité. Ils participent alors à la mise en place d'un filtre, d'un prisme à travers lequel toute nouvelle situation est interprétée. Ce mécanisme n'est pas toujours entièrement conscient. Maints acteurs politiques sous-estiment l'influence du passé sur leurs perceptions et leurs actions présentes. Celle-ci est pourtant loin d'être négligeable. Plus le prisme fonctionne comme une lentille déformante, plus les décisions risquent d'être prises sur la base non pas de faits, mais de l'image que les décideurs s'en sont faites¹¹.

Dans le contexte des Balkans, ce processus est illustré par la constante référence à la Seconde Guerre mondiale. C'est par exemple en plein bombardement de l'OTAN que la chaîne de télévision

⁶ Voir Valérie-Barbara ROSOUX, *Les usages de la mémoire dans les relations internationales. Le recours au passé dans la politique étrangère de la France à l'égard de l'Allemagne et de l'Algérie*, Bruxelles, Bruylant, 2001, pp. 170-177.

⁷ Paul RICOEUR, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Le Seuil, 2000, p. 496, souligné par nous.

⁸ Voir Jacques LE GOFF, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, 1988, p. 177.

⁹ Voir Henry ROUSSO, « Les usages politiques du passé : histoire et mémoire », in Denis PESCHANSKI, Michaël POLLAK et Henri ROUSSO, *Histoire politique et sciences sociales*, Bruxelles, Complexe, 1991, p. 248.

¹⁰ Voir Robert JERVIS, *Perceptions and misperceptions in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976, pp. 217-218.

¹¹ Voir Valérie-Barbara ROSOUX, « Le temps et les relations internationales », in *Studia diplomatica*, LII, 1999, pp. 143-160.

yougoslave diffuse un documentaire sur l'attaque de Belgrade par l'aviation nazie en 1941. Le rappel de cet épisode historique n'a-t-il pas pour but d'associer l'ennemi d'aujourd'hui aux bourreaux d'hier ? La logique semble identique lorsqu'un quotidien grec titre en première page : « Bombardez Belgrade ! 1941 : Hitler. 1999 : Clinton »¹².

La Seconde Guerre mondiale prend également l'allure d'un précédent pour les autorités allemandes. Leur décision de participer à une opération militaire - la première depuis la fin de la guerre - n'a pas pu se faire sans qu'elle soit justifiée au regard de l'histoire. Les arguments du ministre des Affaires étrangères allemand, Joschka Fischer, concernent directement l'expérience allemande de 1940-1945 : « Nous, la génération des soixante-huitards, nous avons demandé à nos parents pourquoi ils n'avaient rien fait contre Hitler. Je ne veux pas qu'on me pose la même question »¹³. Le chancelier Gerhard Schröder recourt lui aussi au passé pour expliquer le choix de son gouvernement : « Les Allemands ne doivent plus jamais accepter que le meurtre et la déportation soient tolérés en Europe »¹⁴. Même raisonnement pour le ministre de la défense, Rudolf Scharping : « This is a systematic extermination, a terrifying reminder of what was done in Germany's name in the Second World War »¹⁵.

Ce type d'argumentation n'est cependant pas le monopole des autorités allemandes. Lors de la guerre de Bosnie, de nombreux acteurs se réfèrent aux accords de Munich pour justifier leur position¹⁶. En effet, l'opprobre jeté sur l'abandon d'un allié dans des conditions déshonorantes explique que l'accusation d'un « nouveau Munich » prenne la forme d'un avertissement : celui qui recourt au souvenir de Munich présente sa position comme la seule qui soit encore susceptible d'éviter la répétition du désastre de 1938¹⁷. N'est-ce pas dans cette perspective que le président américain, Bill Clinton, justifie le déclenchement des bombardements ? Sa démonstration tient tout entière dans la déclaration qu'il fait à la nation en mars 1999 : « Sarajevo, the capital of neighboring Bosnia, is where World War I began. World War II and the Holocaust engulfed this region. In both wars Europe was slow to recognize the dangers, and the United States waited even longer to enter the conflicts. Just imagine if leaders back then had acted wisely and early enough, how many lives could have been saved, how many Americans would not have had to die »¹⁸. Quant à la Secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, elle prononce dès 1994 un discours intitulé « La Bosnie à la lumière de l'Holocauste »¹⁹. La référence à l'Holocauste ne révèle-t-elle pas à la fois le poids de la catastrophe passée et l'argument susceptible de susciter l'adhésion quasi immédiate de la population ?

Enfin, c'est dans une grande mesure via le prisme du passé que François Mitterrand perçoit, lui aussi, la réalité du conflit yougoslave. Jusqu'en 1992, le président français semble persuadé qu'il faut à tout prix ralentir la désintégration yougoslave pour l'encadrer et la canaliser. Il se déclare à différents moments

¹² Voir Didier KUNZ, « L'OTAN, bête noire de la presse grecque », *Le Monde*, 7 mai 1999.

¹³ *Le Soir*, 19 avril 1999. Voir Gerit W. GONG, « The Beginning of History : Remembering and Forgetting as Strategic Issues », in *The Washington Quarterly*, spring 2001, p. 54.

¹⁴ *Le Soir*, 13 avril 1999.

¹⁵ *Financial Times*, 5 avril 1999.

¹⁶ Voir Stanley HOOFFMAN, « Bosnie : l'esprit de Munich? », in *Esprit*, n° 208, janvier 1995, pp. 169-171 ainsi que Hubert DE BEAUFORT et le général Jacques DE ZELICOURT, « Bosnie : un deuxième Munich? », *Le Figaro*, 30 décembre 1994.

¹⁷ Voir David CHUTER, « Munich, or the Blood of Others », in Cyril BUFFET et Béatrice HEUSER (ed.), *Haunted by History. Myths in International Relations*, Oxford, Berghahn Books, 1998, p. 65.

¹⁸ Le 24 mars 1999, <http://www.whitehouse.gov>.

¹⁹ Voir Gary J. BASS, *Stay the Hand of Vengeance*, Princeton, Princeton University Press, 2000, p. 262.

étonné de l'amnésie des opinions. Il explique, par exemple, que compte tenu des cicatrices laissées par l'empire ottoman et par la Seconde Guerre mondiale, il est inconcevable que des Serbes acceptent de devenir des minorités sous la coupe d'« Oustachis » en Croatie et de « Turcos » en Bosnie²⁰. Fin 1991, lors d'un entretien avec la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, il évoque le rôle de la Serbie et de la Croatie pendant la Seconde Guerre mondiale : « Vous me demandez qui est l'agresseur et qui est l'agressé. Je suis incapable de vous le dire. Ce que je sais, c'est que l'histoire de la Serbie et de la Croatie, depuis déjà longtemps, est remplie de drames de ce genre. Notamment, lors de la dernière guerre mondiale, les Serbes ont eu beaucoup de personnes tuées dans des camps croates. Vous savez que la Croatie faisait partie du bloc nazi et pas la Serbie »²¹. L'analyse de François Mitterrand est, de fait, fortement infléchie par le présupposé de l'amitié traditionnelle entre la France et la Serbie. Le président français ne cache d'ailleurs pas sa sympathie pour les Serbes. Alors que Bernard Kouchner l'interroge en 1992 sur les raisons de son indulgence à leur égard, il répond : « Je vous l'ai déjà dit : j'ai vu arriver dans les camps allemands les plus malheureux, les plus pauvres, les plus battus de tous les prisonniers : c'étaient les Serbes, les seuls à avoir résisté contre les divisions nazies et à s'être libérés eux-mêmes »²².

Partout, des voix s'élèvent pour dénoncer le rapide glissement qui risque de mener à l'identification des Croates aux Oustachis et des Serbes aux résistants. Roland Dumas, alors ministre des affaires étrangères, tente à plusieurs reprises d'apaiser la polémique. Il est toutefois difficile de contester le prisme historique à travers lequel les dirigeants français interprètent ce conflit. Le 8 juillet 1992, le président explique que les peuples de l'ex-Yougoslavie ont été déchirés par des passions ethniques ancestrales : « Nous sommes là devant un produit de l'Histoire qui a fait que pendant des siècles ces populations se sont combattues »²³. Tant Hubert Védrine que Roland Dumas relaient cette lecture de l'histoire. Le premier se réfère à la mentalité profonde de ces peuples « obsédés par le poids du passé et l'esprit de revanche »²⁴. Le second considère que nul ne peut « négliger de tenir compte des amitiés traditionnelles. Pour nous, comme pour les Russes, c'est la Serbie. La Slovénie et la Croatie sont plutôt tournées vers les Germains »²⁵. Il insiste en outre lui aussi sur l'accumulation des haines « depuis des siècles », se montrant convaincu que l'appréciation de ces pesanteurs historiques aide à mieux comprendre le problème d'aujourd'hui²⁶.

Pourtant, d'un point de vue historique, il n'est pas exact d'affirmer que les peuples de l'ancienne Yougoslavie se sont affrontés pendant des siècles. Certains ont longtemps été séparés par leur appartenance à des empires différents, tandis que d'autres ont cohabité pendant des décennies au sein de ces empires. Les violences qui opposent ces peuples ne sont pas séculaires, elles datent en réalité du XX^e

²⁰ Voir Hubert VEDRINE, *Les mondes de François Mitterrand. A l'Élysée, 1981-1995*, Paris, Fayard, 1996, p. 614. Le terme « oustachi » rappelle la dénomination des Croates pro-nazis pendant la Seconde Guerre mondiale.

²¹ Interview accordée par Monsieur François Mitterrand à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le 14 décembre 1991. Archives électroniques du Ministère français des affaires étrangères, www.france.diplomatie.fr, consulté le 14 novembre 2002.

²² Bernard KOUCHNER, *Ce que je crois*, Paris, Grasset, 1995, p. 41.

²³ *Le Monde*, 10 juillet 1992.

²⁴ Hubert VEDRINE, *op. cit.*, p. 602.

²⁵ Roland DUMAS, *Le Fil et la pelote. Mémoires*, Paris, Plon, 1996, p. 354.

²⁶ Le 27 août 1992, in *La politique étrangère de la France*, août 1992, p. 131.

siècle²⁷. Ce n'est donc pas tellement l'histoire en tant que telle, mais une certaine interprétation de l'histoire - avec toutes les déformations que cela peut engendrer - qui se veut éclairante.

Il est certes difficile d'appréhender le présent sans se référer au passé. Nul ne peut envisager un élément ou un environnement nouveau sans le comparer, fût-ce inconsciemment, aux éléments et aux environnements qu'il connaît déjà. En ce sens, l'analogie historique fournit des repères et des clefs de lecture qui permettent de faciliter l'appréhension de la réalité. Mais le danger surgit si cette même analogie obscurcit les aspects du présent qui sont différents des situations passées. L'explication du conflit yougoslave par la résurgence de haines ancestrales et/ou par l'assimilation à la Seconde Guerre mondiale tend notamment à ignorer deux des principaux ressorts du drame, à savoir la résurgence de nationalismes dans un contexte politique précis - celui de la transition postcommuniste - et le rôle personnel de Slobodan Milosevic tout au long du conflit.

L'intérêt de la référence historique réside dans la mise en valeur des analogies *et* des différences entre aujourd'hui et hier. Négliger les divergences entre une situation actuelle et son éventuel précédent peut mener à des décisions fondées sur une représentation très éloignée de la réalité et induire une attitude qui s'avère finalement peu appropriée à la situation. Cela risque, en d'autres mots, d'apporter des réponses anciennes à des questions nouvelles. En effet, la plupart des analogies historiques se basent sur la croyance que l'histoire se répète et, par conséquent, sur la conviction qu'il faut tirer des leçons de cette histoire. Or ces « leçons » constituent des interprétations particulières du passé qui peuvent empêcher la pleine compréhension de toute situation nouvelle, unique par définition. Aussi, dès que la mémoire s'empare de l'actualité, la connaissance risque-t-elle de céder le pas à la cécité politique²⁸.

1.2. Le passé comme fondement identitaire

Le détour par le passé ne prend pas seulement la forme d'un précédent. Il constitue également l'un des moyens les plus communs de fonder l'identité d'un groupe. Le Premier ministre français, Lionel Jospin, le souligne quand il affirme que l'identité nationale se forge « sur et par la mémoire » : « Au fil des siècles, l'identité d'un peuple se forge des souvenirs qu'il assume, qu'il entretient ou qu'il perd - voire qu'il refoule »²⁹. Dans l'une de ses conférences les plus célèbres, Ernest Renan explique lui aussi que l'une des composantes essentielles de l'identité nationale réside dans l'interprétation qui est officiellement donnée à l'histoire. On connaît les références de Renan au « riche legs de souvenirs » et à « l'héritage » qui constituent l'âme et le principe spirituel de la nation. Comme l'individu, la nation est présentée comme « l'aboutissement d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements ». Et Renan d'affirmer : « Le culte des ancêtres est de tous le plus légitime ; les ancêtres nous ont faits ce que nous sommes »³⁰.

C'est dans cette perspective que les représentants de la nation sont souvent tentés de mettre l'accent sur le passé glorieux et prestigieux ou, au contraire, sur le passé injuste et douloureux de leur peuple. Le cadre des Balkans est révélateur à cet égard. En effet, dès le XIX^e siècle, l'ensemble des peuples de cette

²⁷ Voir Patrice CANIVEZ, « François Mitterrand et la guerre en ex-Yougoslavie », in Samy COHEN, *Mitterrand et la sortie de la guerre froide*, Paris, P.U.F., 1998, p. 63 et Jacques RUPNIK (dir.), *De Sarajevo à Sarajevo*, Bruxelles, Complexe, 1992.

²⁸ Voir Alain FINKIELKRAUT, *L'ingratitude, Conversation sur notre temps*, Paris, Gallimard, 1999, pp. 80-81.

²⁹ Discours prononcé à l'occasion du colloque « Mémoire et identité » le 25 septembre 1999 à Genshagen, in *La politique étrangère de la France*, [http : // www.france.diplomatie.fr](http://www.france.diplomatie.fr).

³⁰ Ernest RENAN, *Qu'est-ce qu'une nation?*, Paris, Editions Mille et une nuits, 1997, p. 31.

région se lance dans un travail de réécriture historique destiné à illustrer leur grandeur ancestrale, fût-elle mythique³¹. Après l'arrivée au pouvoir de Tito, la conscience d'appartenir à des identités nationales différentes s'atténue, permettant même l'émergence de mariages mixtes et d'une vie sociale commune³². Mais peu après la disparition du pouvoir unificateur, l'évocation répétée des souffrances antérieures ne tarde pas à recouvrir les souvenirs liés à la période de coexistence pacifique. L'interpellation sous-jacente à cette dernière reconstruction du passé tient en quelques mots : pourquoi devrions-*nous* être gouvernés par *eux* ? *Eux* et *nous* sont définis de manière manichéenne et les haines, dites ancestrales, sont réactivées.

Une armada de souvenirs, issus d'un passé authentique ou inventé, sont alors mis en scène. Les souffrances jadis infligées sont systématiquement rapprochées des violences qui risquent de s'abattre aujourd'hui. Tant en Bosnie qu'au Kosovo, la violence exercée dans des lieux familiers par des personnes familières (des voisins) et sous des formes personnalisées a pour but de contraindre les gens à partir de chez eux en leur ôtant tout désir de revenir. Parvenir à un territoire ethniquement pur requiert effectivement le renouvellement des mémoires. Les souvenirs liés à la coexistence des différentes communautés sont effacés et progressivement remplacés par des images de haine et d'affrontement.

Le passé est dès lors réinterprété. Plus question pour les victimes de penser qu'avant le déclenchement des troubles, agresseurs et agressés vivaient ensemble de manière relativement harmonieuse. On se persuade désormais que, tout bien réfléchi, l'idée d'une vie commune sur le même territoire a toujours été une illusion et que l'affrontement était inéluctable avec de tels voisins³³. La signification entière du passé se bouleverse. L'industrie du symbole tourne à plein régime : on change les drapeaux, hymnes et autres noms de rue, on réécrit les livres d'histoire, on se souvient de l'ennemi de « toujours »...

La représentation de l'histoire à laquelle on assiste depuis l'effondrement du système communiste se caractérise par une exaltation du passé qui identifie la nation à la victime et le voisin à l'agresseur. On peut parler à cet égard d'une *mémoire victimaire*. Une conscience identitaire exacerbée et une vision biaisée de la réalité diabolisent ainsi l'autre camp et le condamne au nom d'une *culpabilité collective*. Une seule conclusion s'impose : les souffrances de jadis sont sources de vengeance « légitime » au présent.

1.2.1. Mémoire victimaire

Nombre de Serbes sont à leurs propres yeux des victimes de l'Histoire³⁴. Comme le souligne un ancien combattant serbe envoyé dans la région de Srebrenica en 1995, « nous, Serbes, sommes un peuple fier qui combat *depuis sept siècles* pour l'Europe et la défense du christianisme. Nous avons toujours été, au cours du siècle écoulé, du côté de ceux qui ont combattu le fascisme »³⁵. Aux massacres subis sous l'occupation ottomane s'ajoutent ceux des guerres de libération, de la Première et de la Seconde Guerre mondiale. C'est dans cette perspective que certains responsables serbes présentent les souffrances infligées

³¹ Voir Anne-Marie THIESE, *La création des identités nationales. Europe, XVIII^e - XX^e siècle*, Paris, Le Seuil, 1999.

³² Voir Chuck SUDETIC, « Le criminel de guerre », in *Autrement*, n° 199-200, 2001, p. 240.

³³ Voir Cornélia SORABJI, « Une guerre très moderne. Mémoires et identités en Bosnie-Herzégovine », in *Terrain*, n° 23, octobre 1994, pp. 137-150.

³⁴ Cette opinion est largement renforcée par les raids de l'OTAN. Le 26 mars 1999, Milan Panic, président d'une coalition démocratique de l'opposition serbe, confirme que, comme « l'histoire l'a montré », le peuple serbe « a la mémoire très longue quand il se sent victime d'une agression » (*Le Soir*, 26 mars 1999).

³⁵ *Le Monde*, 7 septembre 2000, souligné par nous.

aux autres peuples de l'ex-Yougoslavie comme une juste revanche sur celles qu'ils ont subies dans le passé proche ou lointain³⁶.

En 1990, alors que le spectre de la guerre civile se fait de plus en plus menaçant, la coopération entre l'Eglise orthodoxe et les autorités serbes aboutit à une opération spectaculaire : l'Eglise organise l'exhumation de Serbes massacrés pendant la Seconde Guerre mondiale par les Croates pro-nazis et leurs auxiliaires musulmans³⁷. A plusieurs reprises, aux heures de grande audience, la télévision yougoslave montre des images éprouvantes : crânes d'enfants fracassés, familles éplorées devant les restes des victimes extirpés des crevasses montagneuses où elles avaient été jetées cinquante ans auparavant. Le vœu pieux des familles et de l'Eglise - donner enfin une sépulture chrétienne à ces victimes oubliées - devient un élément majeur de la campagne psychologique destinée à préparer la population à un nouveau conflit.

En mars 1991, l'Eglise demande à ses fidèles que toute l'année soit consacrée à la reviviscence des souffrances du peuple serbe au cours des dernières décennies. Son but est de restaurer une mémoire mise à mal par la sous-estimation du nombre des victimes ainsi que par l'effacement des tombes et des lieux d'exécution. Bien que le message pascal du patriarche Paul en appelle au pardon, il n'en demeure pas moins ambigu. Citant l'archevêque Nikolaj de Zica, le patriarche rappelle que si les Serbes se vengeaient en proportion de tous les crimes qui leur ont été infligés au cours du siècle passé, il faudrait « qu'ils enterrent des hommes vivants, qu'ils rôissent au feu des vivants, qu'ils les écorchent vifs, qu'ils hachent des enfants en morceaux sous les yeux de leurs parents ». Avouant qu'il n'est pas facile d'étouffer en soi la voix du sang humain lorsqu'il s'agit des martyres soufferts par des grands-parents, des parents et des enfants, il déclare que l'oubli est un « péché grave » qui « constitue une complicité avec les monstres qui ont effectué le génocide sur un peuple innocent ». Et d'ajouter : « Les événements qui se déroulent encore aujourd'hui, aux mêmes endroits et de la part des mêmes acteurs, prouvent, et c'est un fait, que ce crime incomparable n'a jusqu'à aujourd'hui fait l'objet d'aucun repentir et d'aucune expiation »³⁸.

La question qui se pose ne concerne pas la réalité du passé auquel il est fait référence. Nul ne peut nier le caractère sanglant du régime oustachi d'Ante Pavelic, ni les crimes commis dans un camp comme celui de Jasenovac. Ce n'est pas le souvenir en lui-même, mais son exaltation qui est problématique. La conclusion qu'en tirent certains représentants serbes justifie en effet le retour à la loi du talion : « La guerre en cours nous est imposée par les plus grands criminels de tous les temps, les Oustachis, *les mêmes* qui nous ont massacrés de 1941 à 1945 »³⁹.

³⁶ Voir Tzvetan TODOROV, « La mémoire et ses abus », in *Esprit*, n° 193, juillet 1993, pp. 38-39.

³⁷ Sur le rôle politique de l'Eglise orthodoxe serbe, voir Sabrina PETRA RAMET, *Balkan Babel. The Disintegration of Yugoslavia from the Death of Tito to Ethnic War*, Oxford, Westview Press, 1996, pp. 276-280.

³⁸ Voir Mirko GRMEK, Mark GIJDARA et Neven SIMAC, *Le nettoyage ethnique. Documents historiques sur une idéologie serbe*, Paris, Fayard, 1993, pp. 276-278. Notons l'usage extensif qui est fait du terme « génocide ». Michel Roux souligne la facilité avec laquelle ce mot est utilisé dans les Balkans : « Toute population expulsée d'une région se dit victime d'un génocide quand bien même il n'y aurait aucun mort, à cause du saccage de sa culture et de ses lieux de mémoire » (Michel ROUX, « La question serbe », in *Hérodote*, 4^e trimestre 1992, p. 54).

³⁹ Vladimir DIMITRIJEVIC, jeune théologien de Belgrade, in *Duga*, 7 décembre 1991, souligné par nous (cité par Paul GARDE, « Ex-Yougoslavie : une fausse guerre de religion », in *Politique internationale*, n° 58-59, hiver 1992-1993, p. 52). Il importe de préciser que cette position ne fait pas l'unanimité en Serbie. De nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer les dérives de ce type d'appels à la mémoire. En 1990, l'ingénieur et journaliste Petar Lukovic dépeint le caractère « paranoïaque » d'une Serbie « enfoncée dans le passé » qui « aime la vengeance » et « incite à la guerre ». En septembre 1991, au moment même de la destruction de Vukovar et Dubrovnik, l'ancien maire de Belgrade, Bogdan Bogdanovic, déclare que cette guerre est fondée sur des

Face à cette identification des Croates aux Oustachis, la presse croate désigne en réponse les Serbes par le terme de Tchetchniks, du nom des soldats du général Mihailovic (héros du nationalisme serbe pendant la Seconde Guerre mondiale, accusé de nombreux massacres de Croates et de Musulmans). Force est effectivement de constater, chez certains dirigeants croates, une tendance symétrique et tout aussi trouble à réhabiliter les emblèmes et la mémoire des Oustachis. La constitution adoptée à Zagreb en décembre 1990 exclut certes expressément l'Etat indépendant oustachi de la continuité historique de la Croatie. Le 15 janvier 1992, le président Franjo Tudjman présente les excuses officielles de son pays pour les crimes commis contre les Juifs durant le régime oustachi⁴⁰. Aucune initiative de la sorte n'est cependant prise à l'égard des Serbes. Les autorités croates multiplient au contraire les signes de réhabilitation du régime d'Ante Pavelic. Des rues portent le nom du ministre oustachi Mile Budak ; la place des « Victimes du fascisme » devient celle des « Héros de la Croatie » ; la monnaie nationale, le dinar, est remplacée par la *kuna* (monnaie frappée en 1942) ; sans parler du retour aux uniformes noirs pour une partie des légionnaires, de la rentrée au pays de nombreux criminels de guerre en exil depuis 1945, ou encore de la vente libre des mémoires de Pavelic dans les librairies de Zagreb.

L'utilisation du passé à des fins identitaires ne concerne pas seulement la Seconde Guerre mondiale. Elle remonte jusqu'au moyen âge. Le 28 juin 1989, Slobodan Milosevic, entouré de milliers de personnes, commémore avec un faste inégalé les six cents ans de la bataille du Champ des Merles. Celle-ci symbolise la lutte menée contre les armées ottomanes. Elle se solde par la défaite des Serbes, la décapitation de leur tsar Lazar et l'occupation de leur empire pendant cinq siècles. Jusqu'à la restauration de la royauté au XIX^e siècle, cette défaite est ressentie comme une tragédie. Elle donne lieu à une mystique articulée autour de légendes héroïques et de nombreux appels à la revanche⁴¹.

Plus de cent cinquante ans plus tard, ces souvenirs sont réactivés par les anciens apparatchiks devenus nationalistes. Le Kosovo se meut de nouveau en référence politico-religieuse. « Le peuple serbe mène sa bataille du Kosovo depuis 1389. *Le Kosovo est notre mémoire*, notre foyer, la flamme de notre être. Si l'on retire sa mémoire à un peuple, on le tue et on l'anéantit spirituellement », affirme l'Appel des 21 prêtres et moines de l'Eglise orthodoxe serbe, en 1982⁴². Les paroles de Slobodan Milosevic, lors de la commémoration de la bataille de 1389, sont tout aussi significatives : « Nous voici à nouveau obligés de combattre ou de nous y préparer. Sauf qu'il ne s'agit pas cette fois de lutte armée, encore qu'on ne puisse

« idéaux de vieillards » qui ont voulu achever une histoire serbe prétendument interrompue en 1918 (voir Mirko GRMEK, Mark GJIDARA et Neven SIMAC, *op. cit.*, p. 56 et p. 339).

⁴⁰ C'est dans une lettre à Edgar Bronfman, président du Congrès juif mondial, que Franjo Tudjman condamne les assassinats de masse commis contre les Juifs par le gouvernement de Pavelic. Le 21 août 1997, Hrvoje Sarinic, chef de cabinet du président croate, s'adresse au directeur du ministère des affaires étrangères israélien en réitérant cette condamnation : « Nous demandons pardon au peuple d'Israël et exprimons nos regrets pour les crimes commis durant le régime oustachi dans la période nazie » (*Le Monde*, 23 août 1997).

⁴¹ Il est bel et bien question d'un « mythe ». En effet, la bataille du Kosovo ne fut pas un affrontement des seuls Serbes contre les Turcs, mais un combat de divers peuples balkaniques unis contre l'envahisseur. Une lecture historique et non plus mythique de cet événement force à reconnaître à côté des Serbes, des Bosniaques, des Albanais et des Roumains, avec à leur tête non pas seulement le prince Lazar, mais aussi le roi Tvrtko (bosniaque), le voïvode Mircea (roumain) et les comtes Balsha et Jonima (albanais). Ainsi, la bataille du Champ des Merles aurait-elle pu représenter le symbole de l'amitié entre les peuples balkaniques. Voir Jean-Arnault DERENS, *Balkans : la crise*, Paris, Gallimard, 2000, pp. 46-49.

⁴² Voir Nicolas MILETITCH, « L'Eglise orthodoxe serbe », in *Politique étrangère*, janvier 1996, pp. 191-192, souligné par nous. Dans un article du *Messenger orthodoxe*, Marko Markovitch explique que « le Kosovo est pour les Serbes ce que Jérusalem est pour les juifs et le Golgotha pour les chrétiens » (*Le Monde*, 10 mars 1998).

l'exclure »⁴³. Ces mots se font l'écho du Mémorandum rédigé en 1986 par certains membres de l'Académie serbe des sciences et des arts. Ceux-ci affirment sans ambages que « le génocide physique, politique, juridique et culturel de la population serbe au Kosovo et en Metohija représente la plus grande défaite de la Serbie dans les luttes menées depuis Orasac en 1804 jusqu'à l'insurrection en 1941 »⁴⁴.

Le fil conducteur du Mémorandum réside dans la discrimination dont la Serbie aurait été l'objet depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Que ce soit dans le Nord-Ouest (Slovénie, Croatie) ou dans le Sud-Est (Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine), la Serbie est présentée comme la victime d'une coalition anti-serbe⁴⁵. Cette représentation s'enracine dans une tradition développée par l'Eglise orthodoxe - qui s'est longtemps sentie persécutée par la papauté, les Turcs et le communisme - et par certains intellectuels. Dobrica Cosic, par exemple, n'hésite pas à affirmer que le Serbe « est le nouveau juif de cette fin de XX^e siècle, la victime des mêmes injustices sinon des mêmes persécutions : le nouveau peuple martyr »⁴⁶.

Vuk Draskovic corrobore ce propos en expliquant que c'est « par l'assassinat, le pillage, l'islamisation et l'albanisation forcées de dizaines de milliers de Serbes » que les Albanais sont devenus, en trois siècles, l'ethnie majoritaire au Kosovo. « Les maisons serbes et grecques, les propriétés, les jeunes filles et les vies : tout [était] à leur disposition, précise-t-il. Ils ont anéanti plus de 90% des monuments culturels serbes, détruit ou endommagé presque toutes les fresques dans les églises qui ont survécu, emporté les richesses, dévasté les cimetières et transformé en harems les châteaux des souverains serbes. Sinan Pacha, grand vizir turc et Albanais de souche, a même exhumé, pour la faire brûler sur un bûcher, la dépouille de saint Sava, fondateur de l'Eglise serbe et patron de la nation »⁴⁷.

Cette tendance à ne connaître du passé que ses griefs, à ruminer les humiliations subies et à ressasser les épreuves surmontées s'inscrit dans une dynamique qui, poussée jusqu'au bout, est loin d'être innocente. Elle traduit un phénomène désormais classique : adopter la posture de la victime. Cette attitude assure un privilège moral et politique : « Avoir été victime vous donne le droit de vous plaindre, de protester, de réclamer »⁴⁸. Relayé par les écrits, les conférences, les prêches, mais aussi et surtout par le télévisuel, le discours victimaire finit rapidement par toucher l'ensemble des régions et des couches sociales de la communauté visée⁴⁹. Son objectif est de stimuler le redressement du peuple afin de réparer les injustices et les trahisons historiques. Pour ce faire, les moyens employés sont de deux types. Les uns se caractérisent par un appel à l'*affectivité* des interlocuteurs, les autres par des prétentions à une certaine *rationalité*.

⁴³ *Le Monde*, 14 avril 1998.

⁴⁴ Voir Mirko GRMEK, Mark GIJDARA et Neven SIMAC, *op. cit.*, pp. 251-253 et Atanasije JEVTIC, « Calvaire du peuple serbe au Kosovo-Metohija », in *Le Kosovo-Metohija dans l'histoire serbe*, Lausanne, L'Age d'homme, 1991.

⁴⁵ Véronique NAHOUM-GRAPPE (*et al.*), *Vukovar, Sarajevo, ... La guerre en ex-Yougoslavie*, Paris, Esprit, 1993, pp. 161-162. Ce phénomène n'est cependant pas le monopole de certains responsables serbes. En 1940, Rebecca West publie un rapport qui décrit le même type de représentation dans le chef d'un Croate. Lui aussi relit les siècles passés en soulignant l'oppression dont son peuple n'a cessé d'être victime. Voir Rebecca WEST, *Black Lamb and Grey Falcon*, New York, Viking, 1940, pp. 89-94.

⁴⁶ Dobrica COSIC, *Le Temps du réveil*, Lausanne, L'Age d'homme, 1992, p. 30.

⁴⁷ Vuk DRASKOVIC, « Confrontation avec la vérité », in *Le Monde diplomatique*, avril 1989, <http://www.monde-diplomatique.fr>.

⁴⁸ Tzvetan TODOROV, *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa, 1995, p. 56.

⁴⁹ Voir François THUAL, *Les conflits identitaires*, Paris, Ellipses, 1995, p. 173.

Quand les discours rappellent le passé afin de toucher les sentiments des auditeurs, les principaux ressorts qu'ils mettent en oeuvre sont l'émulation et l'indignation. L'émulation : on s'attelle à réécrire une histoire propre à exalter les vertus d'un peuple qui a toujours traversé fièrement les malheurs de l'histoire. Être digne de ses ancêtres, montrer que le courage reste intact malgré les épreuves, s'inspirer des victoires d'autrefois, tels sont les refrains qui reviennent à intervalles réguliers. L'indignation : la description détaillée des cruautés jadis subies, la projection par la télévision de films d'actualité focalisés sur des massacres éprouvants ont un effet d'électrisation de la population. L'ensemble de ces représentations participe à la mise en scène d'un passé capable de mobiliser un capital passionnel qui peut s'avérer décisif.

Un autre type de récits vise à convaincre rationnellement l'auditoire. La cause défendue est présentée comme juste et défensive. Il s'agit, d'une part, de réparer le tort injustement causé et, d'autre part, d'adopter un comportement préventif pour faire face à la nouvelle menace qui pèse sur le groupe. Une prévention effective contre l'autre s'impose, les agressions d'hier en laissant présumer de nouvelles à venir. Le raisonnement tenu se pare ainsi d'une apparence réaliste et lucide. Les distorsions infligées aux faits en sont d'autant plus insidieuses.

Ici se pose la question de savoir dans quelle mesure cette représentation et plus précisément cette déformation du passé sont faites de manière consciente ou non. Le tenant de la mémoire officielle est-il libre - et donc responsable - lorsqu'il élabore sa lecture de l'histoire ou bien est-il lui-même victime d'un prisme cognitif qui biaise son interprétation historique ? D'aucuns affirment que c'est la peur de disparaître qui conduit à faire disparaître autrui. Cette peur est-elle véritablement ressentie par les leaders de l'opinion ou est-elle consciemment réveillée et utilisée ? Il est difficile d'identifier avec certitude l'intentionnalité des acteurs. Il paraît toutefois possible d'émettre une hypothèse quant à la politique menée par Slobodan Milosevic. Il est effectivement frappant que la montée au pouvoir de ce dernier corresponde précisément au moment de la relance des arguments historiques et des revendications qui en découlent. N'est-ce pas en réveillant des peurs traditionnelles que Slobodan Milosevic assure son ascension ? N'est-ce pas en faisant bouillir les sentiments d'insécurité et de fierté de ses compatriotes serbes du Kosovo qu'il finit par s'imposer à la direction collégiale du pays ? Il apparaît en tout cas que Slobodan Milosevic édifie progressivement son pouvoir en récupérant la lutte nationaliste que le discours communiste cherchait à apaiser. En lieu et place de l'égalité et la fraternité, il semble exhumer les oripeaux du passé qui sèment la haine et le chauvinisme⁵⁰. La volonté de ne retenir que les traits douloureux du passé semble bien réelle quand on songe aux exagérations, aux silences, aux généralisations, aux inexactitudes qui caractérisent le discours officiel de Belgrade pendant plus de dix ans⁵¹.

Quoi qu'il en soit, le critère pseudo-historique qui prétend légitimer par les preuves du passé le droit prioritaire d'un peuple sur un territoire déterminé est chargé d'ambiguïtés⁵². Il fait tout d'abord fi de réalités essentielles. Il oublie non seulement que les populations balkaniques se mélangent et se déplacent depuis des temps immémoriaux, mais aussi que les nations au nom desquelles les arguments historiques sont déployés ne sont finalement que des créations vieilles d'à peine deux siècles. La notion de droits historiques est ensuite quasi systématiquement la source d'un conflit d'interprétations en fonction des

⁵⁰ Voir Antoine GARAPON et Olivier MONGIN (dir.), *Kosovo, un drame annoncé*, Paris, Michalon, 1999, pp. 35-63 et Tzvetan TODOROV, *Mémoire du mal. Tentation du bien*, Paris, Laffont, 2000, p. 260.

⁵¹ Voir Jean-Franklin NARODETZKI, « Génocide en Bosnie : déni et falsification », in *Autrement*, n° 54, 1999, p. 136.

⁵² Voir Paul GARDE, *Journal de voyage en Bosnie-Herzégovine, octobre 1994*, Paris, La Nuée Bleue, 1995, pp. 20-21 et François THUAL, « Du national à l'identitaire », in *Le Débat*, n° 88, janvier-février 1996, pp. 164-165.

intérêts en jeu. De fait, d'autres représentations du passé s'affrontent directement à la mémoire officielle serbe.

Prenons pour seul exemple le cas du Kosovo. Les Albanais revendiquent également ce territoire au nom de la très lointaine ascendance des Illyriens et des Thraces qui occupaient la péninsule balkanique avant l'arrivée des Slaves. L'écrivain albanais Ismail Kadaré rappelle notamment qu'« il fut un temps où les Serbes étaient absolument absents des Balkans, avant le VIII^e siècle, à une époque où les Albanais y étaient déjà solidement implantés »⁵³. L'absence de documents rend très difficile la vérification de la théorie albanaise de la continuité de peuplement entre les Illyriens de l'Antiquité et les populations albanaises. Quelle que soit la scientificité de tels arguments, il est difficile de nier que le recours aux ancêtres - typique quand le présent trahit - dynamise véritablement la logique d'affrontement communautaire. Ces deux nationalismes se nourrissent mutuellement : les Albanais accusent le « revanchisme serbe » et les Serbes le « chauvinisme albanais ». La suite est bien connue de tous.

⁵³ Voir Zoran KACAREVIC, « La bataille du Kosovo », in Alain BROSSAT *et al.*, *A l'Est, la mémoire retrouvée*, Paris, La Découverte, 1990, p. 531 ainsi que Pierre et Bruno CABANES, *Passions albanaises*, Paris, Odile Jacob, 1999.

1.2.2. Culpabilité collective

Les guerres qui ont ravagé les Balkans témoignent toutes de la persistance de stéréotypes et de préjugés fondamentalement agressifs⁵⁴. Partout, l'adversaire est stigmatisé : les Croates sont dénoncés comme le « peuple génocide » ; les Musulmans de Bosnie ou du Kosovo symbolisent le « fondamentalisme islamique » ; les Serbes sont identifiés aux Tchetniks. L'ennemi n'est donc pas uniquement défini en termes politiques. Il est discriminé d'un point de vue non seulement moral et religieux, mais aussi ethnique et quasi anthropologique. L'antagonisme est érigé en termes absolus, permanents et immuables. La mise en exergue du caractère haïssable de l'ennemi n'est-il pas une façon de donner bonne conscience aux combattants qui vont pratiquer l'agression ? De fait, n'est-il pas plus facile de lutter avec la conviction de la culpabilité absolue de ceux d'en face ?

L'accusation d'un peuple tout entier sous prétexte de sa culpabilité intrinsèque peut néanmoins laisser perplexe. Comme l'a rappelé le philosophe allemand Karl Jaspers, un peuple ne peut être ni coupable, ni innocent : « Un peuple ne peut pas périr héroïquement, il ne peut pas être criminel, ni agir moralement ou immoralement ; seuls les individus issus de lui le peuvent ». Il est par conséquent « dénué de sens d'inculper d'un crime un peuple tout entier »⁵⁵. Les dynamiques mises en place tout au long des affrontements qui se sont succédé dans les Balkans montrent que si de telles accusations sont dénuées de sens sur le plan théorique, elles n'en demeurent pas moins efficaces. Que ce soit en Bosnie, en Croatie ou au Kosovo, la catégorie est devenue essence : l'adversaire est défini comme l'épiphénomène de sa catégorie d'appartenance. Réduit à la figure radicale et mythique de l'ennemi, il est rendu responsable des maux qui pèsent sur la société et de la guerre qui va s'enclencher.

Une interrogation s'impose à ce stade. Pourquoi cette condamnation, en grande partie basée sur le recours au passé, est-elle si fréquente ? La principale raison de ce succès tient dans la capacité de mobilisation qu'elle assure. Quatre éléments permettent d'expliquer l'efficacité de ce type de discrimination. Le premier tient dans l'extrême *clarté* d'une généralisation posée comme ancestrale. Son objectif n'est pas de donner une explication rationnelle et complète de la réalité, mais de donner des repères, des clefs de lecture pour aborder une réalité souvent désordonnée. La référence à un ennemi - et donc à un responsable - clairement identifié réduit inmanquablement la complexité du réel, qui apparaît de manière compréhensible, monocausale, univoque.

Le deuxième élément à prendre en compte résulte directement du premier. Il s'agit de la *rapidité* de l'argument. La désignation d'un ennemi séculaire ou héréditaire fournit un ensemble explicatif simple en quelques mots. Son caractère elliptique est précieux pour celui qui cherche à convaincre son interlocuteur aussi vite que possible. Celui qui manie l'histoire n'a pas besoin de longs développements pour réveiller les peurs et les fantasmes d'une population.

Cette forme d'argumentation fournit en outre la source d'un *consensus* relativement large. Elle échappe à toute réflexion critique : l'adhésion de l'auditoire ne se base pas tant sur la validité de l'énoncé

⁵⁴ Le stéréotype est un ensemble de croyances à propos d'un groupe déterminé (« les Néerlandais sont commerçants »). Le préjugé est une évaluation des membres de ce groupe (« Je n'aime pas les Néerlandais »). Sur ces deux notions, voir Assaad Elia AZZI et Olivier KLEIN, *Psychologie sociale et relations intergroupes*, Paris, Dunod, 1998, pp. 26-33.

⁵⁵ Karl JASPERS, *La culpabilité allemande*, Paris, Editions de Minuit, 1948, pp. 75-77.

que sur son caractère familier et évident. La stigmatisation de l'adversaire frappe par son immuabilité. Elle est rebelle à toute correction rationnelle. Elle oppose à ceux qui la combattent une résistance d'autant plus forte qu'elle apparaît comme défendant l'identité de ceux qui la partagent. Ni l'éventuelle justesse des analyses historiques, ni même l'expérience personnelle ne sont en mesure de la détruire, puisque sa vocation est ailleurs. Par contre, dès que surgit une interprétation allant dans le sens de la croyance en la malignité intrinsèque de l'ennemi, elle est la bienvenue.

Enfin, la dénonciation d'un ennemi présenté comme haïssable s'inscrit dans le registre de la *morale*. Elle en appelle à la distinction entre « bons » et « mauvais ». Elle permet à la fois de légitimer sa position et de diaboliser celle d'autrui. Elle sacralise les enjeux. La justesse de la cause exige la présence et l'esprit combatif de chaque membre de la communauté. Son abandon serait considéré comme un sacrilège, une trahison, une cuisante humiliation.

L'ensemble de ces considérations introduit un certain scepticisme à l'égard de la connotation éthique qui entoure en général l'appel à la mémoire. Elles montrent que les appels à la mémoire ne sont ni politiquement innocents, ni historiquement fortuits. Que ce soit pour des raisons de politique intérieure ou extérieure, peu d'acteurs yougoslaves ont hésité à recourir au support qu'ils pouvaient puiser dans le passé. On voit donc que, contrairement à la causalité temporelle classique qui veut que le passé détermine le présent, la logique de la référence politique au passé joue le plus souvent du présent vers le passé.

2. Rôle de la mémoire dans la résolution des conflits

Il s'agit à présent de s'interroger sur les usages de la mémoire après la fin des affrontements. En effet, la représentation du passé ne constitue pas seulement un enjeu en durant le conflit yougoslave. Elle s'avère tout aussi déterminante une fois les armes déposées. La question qui s'est posée en ex-Yougoslavie, au lendemain de chacune des guerres, n'a pas seulement été « que s'est-il passé ? », mais aussi - et surtout - « que faire avec le passé ? ». Malgré les discours appelant à la réconciliation, les témoignages concordent pour dépeindre une atmosphère de méfiance et de discrimination. Les actes de représailles ne sont pas rares. Les assassinats isolés ont suivi les opérations de nettoyage systématique⁵⁶. Pourtant, un jour ou l'autre, les familles endeuillées devront à nouveau vivre ensemble. Non par pure magnanimité, mais pour des motifs essentiellement pragmatiques. Une certaine forme de coexistence s'impose lorsque les communautés en présence occupent un même territoire.

Il convient dès lors de s'interroger sur l'évolution du regard que les protagonistes portent sur le passé. Diverses attitudes peuvent être décrites à ce sujet. Certains continuent de mettre l'accent sur le passé conflictuel, les épreuves endurées par les leurs et les blessures subséquentes souvent à vif. D'autres tentent de reconnaître l'ambivalence d'un passé fondamentalement commun.

2.1. Rejet de toute histoire commune

⁵⁶ En août 1999, un membre de la KFOR (Force de l'OTAN au Kosovo) qualifie ces actes de représailles de « systématiques » (*Le Monde*, 20 août 1999).

Le rejet de toute histoire commune se manifeste à différents niveaux. Il est tout d'abord perceptible dans les actes de représailles qui visent le patrimoine de l'ancien assaillant. On se souvient de la destruction systématique des monuments historiques tout au long de l'embrassement de la Yougoslavie⁵⁷.

Force est de constater que l'arrêt des combats armés ne change pas fondamentalement le caractère politique prêté au patrimoine de chaque communauté⁵⁸. En effet, le sort de nombreux monastères de l'Eglise orthodoxe au Kosovo en témoigne. Après les bombardements de l'OTAN, l'Eglise orthodoxe apparaît comme l'une des dernières garantes de la présence serbe au Kosovo. C'est pourquoi une centaine de lieux de culte sont presque immédiatement saccagés, détruits ou profanés. La logique mise en œuvre après la guerre demeure rigoureusement identique. La destruction des églises succède à celle des mosquées et autres bâtiments reflétant la culture albanaise, l'objectif étant de nier toute altérité.

Ces actes de représailles ne sont pas les seuls signes du rejet de l'histoire commune. L'enseignement apparaît lui aussi comme le relais d'une véritable « pédagogie de la haine ». Le rappel incessant des souvenirs d'affrontement aboutit à créer, dans chacun des groupes en présence, des schémas rigoureusement antithétiques et puissamment relayés par les systèmes éducatifs de chaque communauté. Bien que l'accord de Dayton prévoit le maintien d'un Etat bosniaque, les trois entités - serbe, croate et musulmane - vivent aujourd'hui de manière tout à fait séparée. Dans les écoles des trois communautés, on fourbit de nouvelles armes. Les cours d'histoire apprennent aux écoliers que l'autre fut l'agresseur, qu'il demeure l'ennemi.

Le directeur d'une école musulmane de Bosnie avoue que l'histoire s'adapte nécessairement au système éducatif. Il explique par exemple que, pour les Serbes, Gavrilo Princip - Serbe de Bosnie qui tua l'archiduc François-Ferdinand en 1914 - est un héros, alors que pour les Bosniaques, aux yeux desquels l'empire austro-hongrois n'est pas perçu comme un occupant, il représente un assassin⁵⁹. Un auteur de manuels d'histoire en Bosnie-Herzégovine précise par ailleurs que dans les nouveaux textes, il est fait une grande place au « génocide des Bosniaques par les Tchetniks pendant la Seconde Guerre mondiale »⁶⁰.

Même scénario dans une école élémentaire serbe de Sarajevo. Les couloirs sont couverts des portraits des grands héros nationaux et religieux serbes. L'ensemble des cours est conçu comme un

⁵⁷ Bogdan Bogdanovic et Juan Goytisolo parlent à cet égard d'un *urbicide* et d'un *mémoricide*. L'*urbicide* désigne la volonté de détruire des villes comme Osijek, Vukovar, Zadar, Dubrovnik, Sarajevo ou encore Mostar, dont l'architecture symbolisait la coexistence des styles, des civilisations et des peuples. Le *mémoricide* évoque, quant à lui, la volonté de couper un peuple de son passé. La destruction de la bibliothèque de Sarajevo, abritant l'ensemble des archives de la Bosnie, en est une amère illustration. Les deux termes peuvent être appliqués au cas du Kosovo : l'ensemble des bâtiments qui rappelaient le passé de la culture albanaise sont visés en priorité, à commencer par les monuments qui figurent sur les listes établies par l'Institut du patrimoine de Pristina. Dès 1991, les monuments commémorant la résistance albanaise face aux fascistes pendant la Seconde Guerre mondiale sont endommagés. En 1996, les locaux de la Ligue de Prizren (créée en 1878, cette ligue est la première manifestation d'une identité albanaise au Kosovo) sont affectés à des réfugiés serbes de Croatie, avant d'être finalement rasés pendant la guerre. A Dacovica, la bibliothèque attenante à la mosquée du XVI^e siècle est incendiée avec ses manuscrits anciens. Quant aux archives de l'Institut du Patrimoine, elles sont déménagées en Serbie, au musée de Krusevac, quelques jours avant l'arrivée des troupes de la KFOR. Voir Emmanuel de ROUX, « Les destructions menacent toujours la pérennité du patrimoine kosovar », *Le Monde*, 23 octobre 1999.

⁵⁸ Voir Paul GARDE, « Le témoin des traces de la guerre (à propos du conflit yougoslave) », in *Autrement*, n° 54, 1999, p. 68.

⁵⁹ Voir Ana UZELAC, « Apprendre aux petits Bosniaques que leur voisin est un ennemi », *Gazeta Wyborcza - Courrier International*, n° 325, 23-29 janvier 1997, pp. 37-38.

⁶⁰ Voir Gordana IGRIC, « Relectures de l'histoire yougoslave », in *Manière de voir*, n° 40, juillet - août 1998, p. 32.

« retour aux sources ». Le jeune collégien serbe s'entend dire que, déjà dans « la première Yougoslavie » (celle de 1918), les Croates et les Slovènes ne s'entendaient pas avec les Serbes : « Bien que comptant au nombre des vaincus de la guerre, Croates et Slovènes prétendirent qu'ils en étaient sortis vainqueurs, ce qui leur permit d'acquérir la légitimité nécessaire à la création de leur futur Etat national indépendant ». Les enseignants ajoutent qu'après 1945, la domination de leurs adversaires ne fit qu'augmenter : « La direction du Parti communiste et de la Fédération, où les policiers croates et slovènes avaient toujours le dernier mot, ne permettait pas aux Serbes d'être autonomes »⁶¹.

On explique en revanche aux écoliers croates que « suivant le modèle soviétique, la Yougoslavie devint un Etat centralisé de type communiste qui avait hérité de la domination des Serbes. L'expression ethnique des nations non serbes n'était pas autorisée. Il était difficile aux Croates d'accéder aux postes de direction car ils se voyaient constamment accusés d'être des ennemis du peuple, autrefois coupables de crimes commis par les Oustachis. Leur participation à la lutte de libération nationale était délibérément passée sous silence »⁶².

Le diagnostic est partout identique. On assiste dans chaque communauté au même syndrome de déformation mono-ethnique. L'enseignement confirme le verdict des champs de bataille. Loin de servir la paix et la stabilité, les manuels se transforment en recueils de propagande. Les Serbes cherchent à oublier les événements que les Croates et les Musulmans de Bosnie souhaitent commémorer, et réciproquement. Et si par hasard, deux parties se rappellent le même événement, c'est un crime pour l'une, un fait héroïque pour l'autre. Une gloire pour l'une, une humiliation pour l'autre. Au-delà des divergences, un seul but est commun : effacer tout souvenir positif de la Yougoslavie et de la coexistence entre les diverses nationalités.

2.2. Reconnaissance d'un passé ambivalent

Comme on vient de le voir, le conflit passé ne sépare pas seulement des visées rivales. Il confronte également des récits formés à partir de points de vue radicalement différents. Des références hétérogènes se côtoient, des mémoires incompatibles s'opposent. Certaines voix s'élèvent toutefois pour tenter de subordonner le passé au présent. L'histoire à laquelle elles se réfèrent ne prend plus la forme d'un martyrologe ou d'une épopée glorieuse. Sa caractéristique essentielle est d'être *ambivalente*. Le but n'est plus de poursuivre l'affirmation de son identité à travers le récit apologétique de sa propre souffrance, mais de parvenir à élucider les incompréhensions qui entravent la communication et bloquent les possibilités de résolution des conflits.

Prenons quelques exemples qui, bien que minoritaires, illustrent néanmoins le rejet du manichéisme ambiant. En Bosnie, le collègue catholique de Sarajevo, dirigé par Pero Pranjic, accueille des enfants des trois communautés. Dans le programme de cet enseignement croate, il y a une place pour le Musulman Mesa Selimovic et le serbe Ivo Andric, deux des plus grands écrivains bosniaques. Une nouvelle matière est en outre obligatoire. L'histoire *des* religions doit permettre aux enfants de connaître les bases de la religion de leurs voisins. L'agressivité longtemps entretenue par la mémoire semble ici désamorcée. « Les mots tels que Oustachi, Tchetnik ou Balija [insulte pour un musulman] sont proscrits », explique le directeur. « Il est interdit aux enseignants de dire quoi que ce soit contre les trois communautés

⁶¹ *Ibidem.*

⁶² *Ibidem.*

bosniaques. D'ailleurs, comment le pourrais-je, si je dois soutenir le regard d'un enfant serbe ? »⁶³. Une telle attitude ne reflète-t-elle pas une certaine forme d'acceptation mutuelle ? Elle n'est pas unique.

Lors du premier anniversaire de l'entrée des soldats de l'OTAN au Kosovo, l'ancien porte-parole de l'armée de libération du Kosovo (UCK), Adem Demaci, refuse de participer à la seule survalorisation des injustices subies par son propre peuple. Après avoir passé vingt-huit ans de sa vie dans les geôles yougoslaves, l'idéologue albanais prend la parole à Pristina pour réclamer l'arrêt des violences et des vengeances⁶⁴. Quelques mois plus tôt, Veton Surroi, directeur du quotidien albanophone de Pristina *Koha Ditore*, tient déjà le même langage. Alors que la plupart des représentants de l'UCK ressassent les violences subies par les leurs en ignorant celles qu'ils ont eux-mêmes perpétrées, Veton Surroi attire l'attention sur les souffrances subies par d'autres groupes. Dénonçant les exactions dont les Serbes et les Roms du Kosovo sont à leur tour victimes, il affirme : « Je sais ce qu'[ils] ressentent parce qu'avec près de deux millions d'Albanais j'étais exactement dans la même situation qu'eux il y a seulement deux mois et demi. Je reconnais leur peur »⁶⁵. Après le massacre de 14 paysans serbes à Gracko, *Koha Ditore* est l'unique quotidien albanophone qui y consacre sa première page, titrant : « L'assassinat de la paix »⁶⁶. Sa dénonciation des crimes commis par des Albanais repose sur le raisonnement suivant : « Après avoir été victimes des pires persécutions de cette fin de siècle en Europe, nous sommes en train de devenir nous-mêmes des persécuteurs »⁶⁷. Ce faisant, il décide de raconter *autrement* l'histoire, de la raconter aussi du point de vue de l'*autre*.

Cette attitude se fait l'écho d'une démarche menée quelques mois plus tôt par une vingtaine d'associations serbes. Dans une lettre adressée aux Albanais du Kosovo en mai 1999, les auteurs de la lettre condamnent la violence et témoignent de leur « compassion » à l'égard des victimes albanaises. Convaincus que la vie en commun est encore « nécessaire et possible », ils se disent conscients des « moments difficiles de notre *souffrance commune* »⁶⁸. Ces derniers termes permettent de reconnaître les victimes de l'autre groupe : « La souffrance engendrée par le crime doit être soulignée, afin qu'elle puisse être remémorée, et aussi pardonnée » ; « le premier pas à franchir doit être d'exprimer publiquement notre profonde compassion et notre sincère condamnation de tout ce que vous et vos compatriotes endurez en ce moment » ; « il n'y a pas d'alternative au dialogue, à la négociation politique, au processus de paix »⁶⁹.

Bien que ces déclarations n'émanent pas des responsables officiels de la République fédérale de Yougoslavie, elles éclairent les attentes d'une partie de la population serbe : aboutir à la négociation politique, au processus de paix. C'est en fonction de cet objectif que le passé est envisagé sous une autre

⁶³ Voir Ana UZELAC, *op. cit.*, p. 38.

⁶⁴ *Le Monde*, 15 juin 2000.

⁶⁵ « Ceux qui pensent que la violence prendra fin dès que le dernier Serbe aura été chassé se font des illusions, poursuit-il. La violence sera simplement dirigée contre d'autres Albanais » (Veton SURROI, « Fascisme au Kosovo », *Le Monde*, 31 août 1999). De fait, ces propos ne tardent pas à provoquer l'ire des nationalistes albanais. Un éditorial de Kosovapress explique notamment que ceux qui sont responsables de telles affirmations méritent d'être « déférés devant le tribunal de La Haye aux côtés de Slobodan Milosevic », ajoutant qu'il ne serait pas surprenant qu'ils soient les « victimes d'actes de vengeance tout à fait compréhensibles et prévisibles » (*Le Monde*, 14 octobre 1999).

⁶⁶ *Le Monde*, 28 juillet 1999.

⁶⁷ *Le Monde*, 31 août 1999.

⁶⁸ *Le Soir*, 6 mai 1999 (souligné par nous).

⁶⁹ *Ibidem*.

perspective, en « tenant ensemble tous les points de vue »⁷⁰. C'est ainsi que le sens donné au passé conflictuel évolue sensiblement. Les combats passés ne reflètent plus seulement l'affrontement d'ennemis ancestraux. Ils apparaissent peu à peu comme les étapes d'une « souffrance commune ». La mise en exergue d'un passé commun de souffrances collectives signifie que les groupes en présence ne sont plus considérés comme des masses identitaires hétérogènes, sans conflits internes et indépendantes l'une de l'autre, mais comme des peuples réciproquement blessés.

L'élaboration d'un tel récit rappelle que la représentation officielle du passé possède à la fois une dimension historique et une dimension de fiction, de construction imaginaire, le but étant de donner à l'histoire un sens *parmi d'autres*. Cela ne signifie pas pour autant que le travail de mémoire puisse mener à la négation ou à la révision pure et simple du passé. Il ne peut remettre fondamentalement en cause la réalité historique. Cela rappelle simplement que, sur le plan de la construction identitaire, « les faits n'ont pas de taille absolue » et que la dignité des moments susceptibles de susciter l'attention dépend de l'intrigue choisie⁷¹.

En effet, le travail de mémoire qui est ici engagé tente de modifier les traces du passé, en leur donnant une autre signification. Non pas en faisant, comme par magie, que ce qui est arrivé ne se soit pas produit. Mais en révélant d'autres avenir possibles du passé. Le travail de mémoire ne porte donc pas sur les faits eux-mêmes mais sur le ressentiment et sur la haine qui y sont liés. Son objectif est de délester le passé de sa charge affective, de le neutraliser⁷². Professeur à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences polonaises, Jerzy Jedlicki parle à cet égard d'une nécessaire « dose d'indifférence ». Seule celle-ci permet que les villes et les champs de bataille saints, les tombes de héros ou les berceaux de la nation ne justifient plus que l'on verse son sang ou celui des autres. Telle est, pour lui, « la condition nécessaire pour négocier des solutions raisonnables à des crises apparemment insolubles »⁷³.

Il faut toutefois admettre que la reconnaissance réciproque des anciens adversaires n'est concevable que si celle-ci sert leurs intérêts respectifs. Que ce soit à Belgrade, à Pristina ou à Zagreb, le travail critique sur les actes commis au nom de la nation ne va pas de soi. La reconnaissance des victimes de l'autre camp s'avère pourtant indispensable pour susciter un nouveau souffle dans les relations entre communautés jadis opposées. Un seul exemple permet d'en juger. A l'occasion de la venue à Zagreb du président yougoslave, Vojislav Kostunica, le chef de l'Etat croate, Stipe Mesic, appelle explicitement son homologue serbe à reconnaître les responsabilités de son pays dans le déclenchement des guerres qui ont déchiré la région pendant dix ans. Le 25 novembre 2000, le président croate déclare en effet qu'il attend de la Serbie « qu'elle vive sa propre catharsis. J'aimerais entendre les Serbes reprocher à Milosevic d'avoir commencé les guerres et non de les avoir perdues »⁷⁴.

⁷⁰ Voir Paul RICOEUR, *Histoire et Vérité*, Paris, Le Seuil, 1955, p. 299.

⁷¹ Paul VEYNE, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1979, pp. 25-35.

⁷² Voir Iwona IRWIN-ZARECKA, « Neutralising the Past », in *Peace Review*, vol. 8, n° 2, 1996, pp. 273-274.

⁷³ Jerzy JEDLICKI, « Comment la mémoire historique envenime les conflits? », in *Le Monde des débats*, mai 1999, p. 5.

⁷⁴ *Le Monde*, 25 novembre 2000.

Conclusion

Au terme de cette réflexion, il semble difficile de nier que si le souvenir et l'oubli peuvent nourrir une dynamique conflictuelle, ils peuvent tout autant être mis au service d'une politique de rapprochement. Le passé - à tant d'égards tragique - des peuples yougoslaves ne changera certes pas. Mais le regard posé sur ce passé est susceptible d'évoluer. C'est dans cette perspective qu'on peut affirmer que la résolution durable des conflits implique la transformation progressive des représentations du passé conflictuel. Elle suppose l'acceptation et la reconnaissance des différentes lectures du passé par l'ensemble des protagonistes. Cette condition n'est bien entendu pas suffisante pour parvenir à un rapprochement effectif. Elle n'en est pas moins nécessaire.

La reconstruction de liens violemment rompus par la guerre implique la mise en œuvre de plusieurs processus. Le premier d'entre eux concerne sans nul doute la question de la *justice*. La poursuite et le jugement des personnes accusées de crimes de guerre paraissent primordiaux non seulement pour les victimes, mais aussi pour l'ensemble d'une population dont une partie au moins ne réalise pas l'ampleur des massacres perpétrés. Outre le processus proprement judiciaire, la question des réfugiés devra également être abordée par le biais de négociations entre anciens belligérants. Mais ces mesures judiciaires et politiques ne seront sans doute pas susceptibles de contribuer à la normalisation des relations entre les entités de l'ex-Yougoslavie tant que se développeront des mémoires nationales agressives, crispées et exclusives les unes des autres.

Tout rapprochement requiert une forme de travail commun sur le passé, qu'il s'agisse de la rédaction progressivement commune de livres scolaires ou de l'assomption officielle d'une responsabilité historique. La priorité est certes de rechercher la vérité historique. Mais cet objectif n'exclut pas pour autant la nécessité de s'ouvrir à la représentation de l'autre. Cet effort ne signifie en aucun cas l'uniformisation parfaite des représentations du passé. La reconnaissance d'un passé commun n'empêche en rien la pluralité des points de vue. Elle sous-entend, au contraire, la cohabitation et l'acceptation d'expériences et de vécus différents.

Le supérieur du monastère serbe orthodoxe de Visoki Decani, le père Sava Janjic, le montre lorsqu'il dénonce les risques liés à toute interprétation exclusive du passé : « Le Kosovo est une terre sacrée pour les Serbes, car c'est ici que s'est produit tout ce qui a été décisif dans notre histoire, mais nous devons aussi accepter l'idée que c'est une terre sacrée pour les Albanais, car c'est au Kosovo qu'est née la conscience nationale albanaise, avec la Ligue de Prizen en 1878. Il y a injustice flagrante dès lors qu'une des nations prétend que le Kosovo lui appartient exclusivement »⁷⁵. Le travail de mémoire reste toujours, en ce sens, le travail *des* mémoires. N'est-ce pas ce que suggère l'ancien maire de Belgrade, Bogdan Bogdanovic, quand il réclame, non sans ironie, une nouvelle Constitution yougoslave qui stipule que toutes les mémoires du pays « sont égales en droit »⁷⁶ ?

Valérie Rosoux
Chargée de recherches du FNRS
Université catholique de Louvain

⁷⁵ Sava JANJIC, « Une terre sacrée pour eux comme pour nous », in *Balkans : la crise, op. cit.*, p. 269.

⁷⁶ Bogdan BOGDANOVIC, « Les brouillages politiques de la mémoire », in *Esprit*, n° 252, mai 1999, p. 37.